



Laurent Mignon dans « l'œil du cyclone »

En 2009, L. Mignon se retrouve aux manettes de Natixis, avant de prendre la tête de BPCE en 2018 au nez et à la barbe des "barons" du groupe. A l'époque, le Tout-Paris de la finance le qualifiait comme un banquier de premier plan, "le meilleur d'entre nous". Parmi ses hauts faits, il avait redressé Natixis... Mais aujourd'hui, ceux qui l'avaient placé sur un piédestal rient jaune !

Si depuis quelque temps il est dans « l'œil du Cyclone », c'est l'occasion pour SUD-Solidaires de lui rappeler que la situation économique et sociale dans le Groupe, n'est pas un phénomène naturel, météorologique, mais le résultat de la politique irresponsable menée par les dirigeants de BPCE.

Lors du comité de groupe du 25 novembre, SUD-Solidaires BPCE a interpellé L. Mignon

Dans le contexte d'une économie de marché dans laquelle les banques doivent viser l'allocation la plus profitable de l'épargne, H2O était la société de gestion la plus brillante de ces quinze dernières années : une pépite dont Natixis s'est enorgueillie et que tous les autres établissements lui enviaient. Son gérant Bruno Crastes est apparemment bien connu dans le milieu de la finance pour proposer des placements à très hauts rendements largement supérieurs aux taux servis par le marché mais par essence risqués.



Nous reprochons à L. Mignon de ne pas avoir suffisamment contrôlé et encadré la prise de risques par H2O. Compte tenu des montants en jeu, tout mouvement de vente massif pouvait rompre l'équilibre du portefeuille et causer un désastre financier pour les épargnants moins réactifs, avec le risque secondaire de ternir l'image de Natixis, ou plutôt ce qu'il en reste.

Faute de transparence, il est difficile pour nous d'estimer l'étendue des pertes et de savoir si Bruno Crastes a été influencé voire corrompu par Lars Windhorst (magnat controversé de la finance allemande) et a délibérément fait des investissements inadaptés voire vérolés par appât du gain.

On peut exiger d'une banque mutualiste d'autres priorités que celles consistant à maximiser les profits à court terme sur les marchés financiers. On le sait, ces choix s'avèrent désastreux tant sur le plan humain qu'environnemental.

Mais pour l'heure, aucun établissement bancaire mutualiste ne propose une offre différente orientée vers une économie du "souhaitable" et du "soutenable". Ce constat ouvre une piste de réflexion pour l'avenir des activités du Groupe.

L. Mignon n'a pas daigné répondre à nos différentes interpellations sur sa responsabilité dans ce fiasco et a fini par quitter la réunion, visiblement vexé.

Toutefois, avant de quitter la réunion, il a indiqué que les procédures de contrôle des risques ont été revues depuis la survenance de cette affaire et que le Groupe ne commercialisera plus de fonds H2O, le profil de risque n'étant pas adapté à nos client-es.

Finalement, le "fil rouge" de l'action de L. Mignon avec la complicité passive des directeurs de BPCE et de Natixis, c'est de prendre des risques inconsidérés, de duper les client-es, d'additionner les pertes abyssales et de compter *in fine* sur le soutien des CE et des BP pour éponger les pertes. Mais à quel prix pour les salarié-es ?

Évoquée lors de la même réunion, la situation sociale plus que préoccupante du Groupe est la résultante de ces choix politiques. Nous aurons l'occasion d'y revenir en détails à l'occasion d'un prochain tract.

Paris, le 3 décembre 2020 / 22-2020

Le bureau national SUD-Solidaires BPCE : Jérôme Bonnard – Gabriel Breuillat – Fabien Cloirec – Chrystelle Dechâtre-Bonnard – Jean Feuz – Olivier Le saëc – Alain Quesne